



Les anciens présidents malagasy Zafy Albert, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana. Ennemis politiques. Chacun d'eux a été retiré du pouvoir par la rue. Quel fut le deal en 2009-? L'argent, l'argent, l'argent...

Marc Ravalomanana, 72 ans, est un chrétien pratiquant et sa vie spirituelle a eu une forte influence sur son ascension dans les secteurs privé et public. Tous les employés de la société Tiko étaient tenus d'aller à l'église, mais pas nécessairement à l'église protestante de Ravalomanana. En tant que vice-président de l'entité religieuse «Église de Jésus-Christ à Madagascar» (Fjkm), il a obtenu le soutien de sa candidature à la fois à la mairie d'Antananarivo et à la présidence de Madagascar de cet important secteur ecclésial de la société civile malagasy. En tant que président de la république, Ravalomanana a accru la stature de la Fjkm et de certains dirigeants chrétiens, et a encouragé la prolifération du christianisme à Madagascar, alors même qu'il a été confronté à des défis plus organisés de la part de l'Eglise, en général, pour son incapacité à faire face aux problèmes économiques.

Ravalomanana est avant tout un homme d'affaires. C'est un libéral économique qui a débuté avec l'aide de la Banque mondiale et il est un grand partisan des politiques américaines axées sur les affaires à Madagascar. Bien qu'il n'ait pas bénéficié directement de l'accès de Madagascar aux marchés américains, en vertu de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa), il a exprimé son soutien à cette loi et aux opportunités de marché qu'elle crée. On est loin de la voie «socialiste» de Ratsiraka, ou même de la substitution des importations et des politiques protectionnistes qui ont suivi son changement de direction.

À partir de la mi-2001, Ravalomanana a utilisé les canaux de distribution de Tiko pour renforcer sa présence politique et a utilisé le réseau d'employés de Tiko pour l'aider à mener sa campagne. Au moment de l'élection présidentielle de décembre 2001, Tiko avait 14 magasins dans le pays. Il existait un grand centre de distribution dans le quartier d'Ankorondrano à Antananarivo, stratégiquement ouvert à côté de l'emplacement d'origine du premier supermarché de Madagascar, Géant Score appartenant à la société réunionnaise Les Sucrieries de Bourbon.

L'expansion des intérêts de Tiko et l'utilisation de produits provenant de tout le pays étaient conformes à la marque de nationalisme que Marc Ravalomanana entendait représenter. De nombreux produits Tiko portaient l'inscription «*Vita Malagasy*» (Made in Madagascar). Il a lui-même dit que c'était pour «CO
ntrebalancer les influences indésirables apportées par les étrangers»
. Ce sentiment pseudo-nationaliste s'est manifesté dans son slogan de campagne pour le maire d'Antananarivo:
«*Tiako Iarivo*»
(j'aime Antananarivo), et sa campagne pour la présidence de la république :
«*Tiako-i-Madagasikara*»
(j'aime Madagascar).

Tout cela semble contredire ceux qui cherchent à dépeindre Ravalomanana comme essentiellement francophobe. La vérité est qu'il croit aux normes capitalistes mondiales, soutenant la poursuite d'une relation économique forte avec la France non pas pour des raisons de favoritisme (comme dans la Première République), mais parce que la France est considérée le premier partenaire commercial de la Grande île. Le soutien qu'il a reçu des États-Unis et de l'Allemagne, en 2002, n'a fait que renforcer son désir de profiter d'opportunités de marchés plus larges. Cette distinction est importante. Il y a aussi ceux qui ont vu la victoire présidentielle de Ravalomanana comme une victoire des États-Unis, dans les dernières années de la lutte franco-américaine pour l'influence en Afrique. C'était manifestement une préoccupation à Paris lorsque le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, s'est rendu à Madagascar en juin 2002. De manière significative, il a rencontré Marc Ravalomanana, le Premier ministre Jacques Sylla, et Marcel Ranjeva, ministre des Affaires étrangères de Ravalomanana. Cette réunion a conduit à la signature de cinq conventions financières axées sur le renforcement des relations commerciales et l'aide française à la relance malagasy. En ce qui concernait les actions de Ravalomanana, l'opinion selon laquelle Madagascar a choisi les États-Unis de préférence à la France, ne tenait pas du tout la route. Ravalomanana pouvait, à l'époque, parler anglais avec une compétence raisonnable, mais cela n'impliquait pas que son regard était fixé de l'autre côté de l'Atlantique. L'utilisation des liens commerciaux comme moteur de croissance a été, en fait, au cœur de sa stratégie.

«Les changements politiques contemporains sont conditionnés par des mécanismes de gouvernement ancrés dans l'ancien régime. Les dirigeants autoritaires au pouvoir pendant de longues périodes établissent des règles sur qui peut participer aux décisions publiques et sur le niveau de concurrence politique autorisé. Prises ensemble, ces règles constituent un régime politique. Le type de régime influe à son tour à la fois sur la probabilité de contestation de l'opposition et sur la souplesse avec laquelle les titulaires peuvent répondre. Il détermine

également si les élites et les masses peuvent arriver à de nouvelles règles d'interaction politique par la négociation, l'accommodement et les élections, c'est-à-dire si une transition sera démocratique ». (Bratton et Van de Walle).

Percentage of Votes Won by Candidate and Province
(CNE Results in December 2001)

Province	RAVALOMANANA Marc	RATSIIRAKA Didier	RAZAFIMAHALEO Heriwo J.	ZAFY Albert	RAJAKOBA Daniel	RAJAONARY Patrick R.
Antananarivo	63.41	30.35	2.39	1.34	1.22	1.29
Antsiranana	31.01	36.63	2.54	26.94	1.65	1.24
Fianarantsoa	40.97	42.76	7.44	4.60	2.12	2.12
Mahajanga	47.11	37.39	4.24	6.45	2.85	1.96
Toamasina	28.84	62.52	2.43	3.67	1.31	1.24
Tollara	31.37	47.27	10.18	6.25	2.93	2.00
Total	46.44	40.61	4.27	5.34	1.77	1.57

À première vue, il semble que Marc Ravalomanana n'ait pas été en politique assez longtemps pour rassembler de telles lignes de pouvoir personnel. Et la relation étroite entre Tiako-i-Madagasikara et Tiko, dément une telle affirmation. De nombreux membres du cercle intime de Ravalomanana viennent de Tiko. Plus particulièrement, Guy Rajemison Rakotomaharo a été le conseiller de Marc Ravalomanana, Pdg de Tiko de 1996 à 1999, l'a suivi à la mairie, est devenu son directeur de campagne présidentielle et, finalement, a été nommé président du Sénat en juillet 2002. Feu Narisoa Rajaonarivony, était auparavant directeur du marketing à Tiko, est brièvement devenu vice-premier ministre, avant d'être nommé ambassadeur aux États-Unis puis en France. Secrétaire d'État au Commerce, Eric Beantanana a travaillé pour Tiko, puis pour la campagne à la mairie de Ravalomanana, avant de devenir ministre de l'Information, de la Culture et de la Communication. En avril 2003, feu Razoarimihaja Solofonantenaina, cadre de Tiko chargé du protocole et de l'administration (et membre exécutif du Fjkm aux côtés de Ravalomanana), a été nommé président national du Tim. Le président d'Air Madagascar, Heriniaina Razafimahefa, le président de Jirama (électricité et eau publiques), Patrick Ramiaramanana, étaient des patrons de Tiko. Magro (Malagasy grossiste), une filiale de Tiko, servait de quartier général du parti Tim à Fianarantsoa et dans d'autres provinces, et le service de sécurité présidentiel était chargé de protéger les cadres de Magro pour leur rôle dans le parrainage du Tim. Tiko était le principal mécanisme permettant à Ravalomanana de transmettre son message à la population rurale éloignée de Madagascar.

Une fois président de la république, Marc Ravalomanana a mélangé librement la politique de l'État et ses affaires d'une manière qui fait que certains le qualifient de corporatiste. L'avion présidentiel était immatriculé sous le nom de Tiko. Alma (Asa Lalana Malagasy), une sous-société de Tiko, était devenue de facto la société monopole de voirie publique. Mbs (Madagascar Broadcasting System) était le support médiatique des dirigeants, dirigé par Sarah, la fille unique du président. Tiko s'est considérablement développé en deux années de présidence de son fondateur, créant de nouvelles alliances avec des entreprises allemandes et américaines. Il détenait une partie de Phoenix, un des repreneurs de la société pétrolière d'État

Solima, lors de sa privatisation, et il avait envisagé de créer la société Tiko Petroleum. Tiko a également « acheté » les deux sociétés d'Etat qu'étaient la Sinpa (Société d'Intérêt National des Produits Agricoles) , et la Somacodis (*Société Malgache* de Collecte et de Distribution) , lors de leur privatisation en 2003. Il importe de noter qu'il n'y a eu aucun appel d'offres dans les deux cas.

Ravalomanana a une réputation bien établie et prouvée d'exclure la majorité rurale pauvre de Madagascar tout en se créant de nouvelles richesses. Cela peut être une pratique acceptable dans le secteur privé, mais comme Marc Ravalomanana a importé ce modèle dans la sphère publique, il a fait l'objet d'un examen approfondi et mérité... Mais Ravalomanana a voulu démontrer qu'il était le supérieur moral de Ratsiraka. Il est allé au-delà de l'enrichissement pour entreprendre des routes et d'autres projets de développement au niveau macro avec une ferveur, comme pour se moquer des efforts de son prédécesseur, Didier Ratsiraka. Dans un sens, il semble avoir apporté une amélioration pour le peuple. Cependant, faire cela tout en apaisant la classe «affaires», en brouillant les lignes politiques et corporatives et en soutenant sa propre fortune n'a guère donné l'assurance que Madagascar a évité son passé néo-patrimonial.

La consolidation du pouvoir de Ravalomanana n'a jamais pas été le résultat d'un renforcement institutionnel. En effet, les institutions politiques ont été, en grande partie, aussi fortes que le président leur a permis de l'être. Il a façonné le parti Tim qui a dominé la sphère politique. Il a façonné la nature et les actions de la législature et de la magistrature. De plus, il a largement sapé bon nombre des pouvoirs conférés aux provinces par les révisions constitutionnelles de 1998. La question est de savoir s'il était un grand bâtisseur d'institutions récoltant simplement des avantages personnels dans le processus, ou simplement un vulgaire opportuniste qui a pu renforcer son réseau personnel, en renforçant ses pouvoirs politiques et économiques ?

En tout cas, Ravalomanana, en tant que vice-président de la Fjkm, a pu tisser des liens forts avec l'Église devenue instrument de la société civile. Il a largement bénéficié du soutien protestant, et ce n'était pas qu'une simple façade politique : Ravalomanana est lui-même un ministre évangélique. Il a été dit qu'il exigeait que tout son personnel participe à des prières organisées, et nombre de ses discours politiques ressemblent à des sermons. Il a souvent brouillé la ligne constitutionnelle séparant l'Église et l'État, alors même que ce processus l'a aidé à chevaucher la fracture ethnique. Cependant, la Fjkm a commencé à montrer des signes de lassitude envers Ravalomanana et, en particulier, vis-à-vis de son incapacité à répondre aux préoccupations de ses électeurs les plus pauvres.

Ravalomanana a également joué avec le feu avec l'armée en général. Pour gagner les batailles militaires de 2002, Ravalomanana a dû faire appel à des réservistes («*Zana-dambo*») de l'armée sous le commandement de feu le Général Jules Mamizara. Suite à leur victoire, Mamizara a été récompensé en obtenant le portefeuille du ministère de la Défense. Mais il a été victime du remaniement ministériel de janvier 2004. Le moment choisi par coïncidence était mauvais : les réservistes allaient bientôt être démobilisés et une coalition de membres a accusé le gouvernement de ne pas leur avoir payé leur dû. Mamizara était resté derrière Ravalomanana, mais il a soutenu les réservistes, ajoutant du poids à leurs revendications. Les manifestations de rue ont conduit le gouvernement à entamer des négociations, mais les efforts déployés jusqu'en juin 2004 ont échoué et les manifestations sont devenues violentes. Bien que Ravalomanana ait encore bénéficié du soutien de l'armée dans son ensemble, il a marginalisé une petite opposition militaire, bruyante, certes, mais organisée.

En mai 2004, alors que Ravalomanana célébrait ses deux ans au pouvoir, il ne pouvait plus se vanter du genre de soutien incontesté dont il avait bénéficié auparavant. Mais les institutions qu'il avait créées l'ont bien servi. Mais sans opposition de l'intérieur pour contester l'un de ses programmes, il n'était pas clair qu'ils pouvaient remplir une fonction indépendante et survivre à un changement de gouvernement (test décisif pour le niveau d'institutionnalisation).

A l'époque, une large partie de la crise économique a été le résultat des décisions de Ravalomanana qui a fait flotter la monnaie malagasy. Il a aussi modifié la structure et l'agence fiscales ; a rationalisé les processus d'importation et d'exportation. Plus encore, il a même fait adopter une loi permettant aux étrangers d'acheter des terres à Madagascar. La sévérité du déclin économique a créé des difficultés et menacé le soutien rural en particulier. Mais la vraie raison en est qu'il croyait qu'il avait besoin de mettre de l'ordre dans le système fiscal de Madagascar, non seulement parce que le Fmi (Fonds monétaire international) le lui avait soufflé, mais parce qu'il est un homme d'affaires dans l'âme. Tous ces efforts profiteront surtout à la société Tiko en particulier, devenue un véritable empire.

La lune de miel politique de Ravalomanana a pris fin au début de 2004, car il a tenu peu de ses promesses électorales : l'économie s'est effondrée et sa base nationale s'est érodé lentement. À la mi-2004, la crise économique a conduit Norbert Ratsirahonana, du parti Avi («*Ny asa vita no ifampitsarana*») à se joindre à d'autres membres de l'opposition modérée pour dénoncer directement le mode

de gouvernance du Premier ministre Jacques Sylla et du président de la république, de manière détournée. Ratsirahonana s'est associé au conseiller présidentiel, Alain Ramaroson (Master's), et au leader de l'opposition historique malgache, feu Richard Andriamanjato (Akfm-Renouveau).

L'Arema (Avant-garde de la révolution malagasy, parti créé par Didier Ratsiraka), le Crn (Comité pour la réconciliation nationale) de feu Zafy Albert et l'Ofpacpa (Organisation des familles des personnes détenues suite à la crise politique actuelle) ont constitué une opposition plus radicale. Sans Ratsiraka à la tête, beaucoup pensaient que l'Arema cesserait d'exister en tant que parti, mais la vieille garde s'est montrée plus résiliente que prévu, se formant en une petite opposition crédible. Zafy Albert, lui, a galvanisé un groupe de base «vocal». Il avait qualifié le président Ravalomanana d'«incompétent» et avait même prédit que le peuple finira par descendre dans la rue pour le destituer.



Le plus grand défi interne auquel Ravalomanana avait été confronté, concernait la constitution elle-même. Zafy Albert, en particulier, a appelé à sa refonte complète, ayant affirmé que Madagascar faisait face à une crise et que tout ce qui n'est pas une Quatrième République mènera à un bain de sang. Il a réclamé une conférence constitutionnelle nationale. Ravalomanana avait répondu alors qu'«un président n'est pas impliqué dans une telle question». Or, son problème était que la constitution avait été profondément modifiée par rapport à son état originel. Elle ne fournissait plus un ensemble clair de lois fondamentales ou une feuille de route cohérente pour le renforcement institutionnel et le développement de l'état de droit. Changer la constitution, cependant, et même pour faire semblant de céder aux demandes de l'opposition, signifierait saper les larges pouvoirs dont jouissait le président. Même si Ravalomanana aurait accepté une convention

constitutionnelle, il était peu probable que cela aurait produit le genre de document dont Madagascar a besoin. Car le but de l'opposition n'était pas une loi fondamentale efficace, mais une manipulation institutionnelle pour saper le gouvernement Ravalomanana. C'est, après tout, le même Zafy Albert, n'est-ce pas, qui a initialement modifié les pouvoirs du président lorsqu'il a été en fonction en 1993... Mais il a fini par être empêché en 1996.

Du côté des bailleurs de fonds dits traditionnels, le Fmi s'était engagé à financer un programme de lutte contre la pauvreté de 117,1 millions de dollars en 2004. Cela, bien que le premier décaissement ait été menacé en raison du programme «zéro taxe» de Ravalomanana, en vertu duquel certains biens de consommation avaient été exemptés de taxes dans un effort pour « améliorer les problèmes sociaux ». D'autres mesures de « libéralisation économique », notamment une importante dévaluation monétaire, ont rendu la vie plus difficile pour les citoyens malagasy. En conséquence, le soutien populaire à la capacité de Marc Ravalomanana de conduire le pays à une amélioration de la qualité de vie, s'est affaibli. La mesure d'imposition zéro n'était qu'une solution provisoire, mais allait néanmoins à l'encontre des conditionnalités du Fmi qui a, pourtant, débloqué cette aide...

Il a été largement soutenu que la transition entre l'autoritarisme et la démocratie en Afrique est fonction de la dynamique interne d'un régime néo-patrimonial. Madagascar n'a fait pas exception. Marc Ravalomanana a créé le mouvement social de 2002 pour devenir un leader populiste. Mais la manière dont il est arrivé au pouvoir était-elle démocratique? Le processus électoral a été contourné ; la constitution a été bafouée et les institutions démocratiques naissantes ont été déracinées.

Les élections de 2001 à Madagascar ne peuvent pas prétendre avoir fait partie d'un processus démocratique procédural. Mais, dans un sens aristotélicien, la volonté du peuple s'est réalisée à travers le mouvement social. Les gens descendent dans la rue lorsque les institutions ne leur offrent pas l'opportunité de médiation qu'elles sont censées offrir. Dans ce cas, le processus démocratique aurait conduit à une deuxième élection et, peut-être, à une manipulation électorale et au maintien de Ratsiraka à la présidence. Cela aurait été un résultat moins démocratique.

En supposant que nous soyons disposés à accepter la manière dont Ravalomanana est arrivé au pouvoir est démocratique, et qu'il est arrivé au pouvoir comme le choix du peuple, cela n'a pas fait de lui un « nouveau démocrate ». Un nouveau démocrate bâtit des institutions qui peuvent perpétuer la transition en douceur du gouvernement sur plusieurs cycles électoraux. Il n'était pas clair que Marc Ravalomanana, en tant que président de la république, ait jamais eu la volonté de le faire. Ce qui est évident, c'est que, grâce aux avantages accordés à Tiko, il a

profité personnellement de sa fonction. Il a travaillé pour faire avancer ses partisans et a raffermi sa base politique tout au long du processus. Entré au pouvoir en tant que riche homme d'affaires, Marc Ravalomanana peut être considéré comme un cas inhabituel : un corporatiste «démocratique» qui s'est enrichi lui-même et son entourage, et a consolidé sa base de pouvoir par le favoritisme.



Le couple Lalao et Marc Ravalomanana : un destin forcé...

En ce mois de janvier 2021 qui tire à sa fin, et 20 ans après son irruption dans l'arène du pouvoir au plus haut niveau, Marc Ravalomanana veut rééditer son coup de poker populiste avec des pseudo-politiciens qui entendent faire du neuf avec du vieux, sans tenir compte des réalités historiques et du changement de mentalité des citoyens malagasy actuels. Changement certain car la majorité est constituée de jeunes qui ont fini par comprendre que plus Marc Ravalomanana persiste à vouloir revivre une époque florissante (pour lui) à jamais perdu, plus il finira sa vie misérablement, oublié de tous. Déjà, beaucoup se demandent où est Neny Lalao Harivelo Ravalomanana née Rakotonirainy, la «*Shooting Star*» de la Commune urbaine d'Antananarivo (2015-2020), qui n'y a pas laissé des souvenirs positifs impérissables, avec comme Conseiller spécial, Marc Ravalomanana, épousé en 1974.

«Hunt the natural it comes back at a gallop».

Dossier de Jeannot Ramambazafy

Source : Richard R. Marcus : «*Political Change in Madagascar : Populist democracy or neopatrimonialism by another name ?*» , août 2004